

COHEN, Robin. *Global Diasporas : An Introduction*. Seattle, University of Washington Press, 1997, 240 p.

Jean-René Chotard

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?
Volume 30, numéro 1, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704009ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/704009ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1999). Compte rendu de [COHEN, Robin. *Global Diasporas : An Introduction*. Seattle, University of Washington Press, 1997, 240 p.] *Études internationales*, 30 (1), 170–171. <https://doi.org/10.7202/704009ar>

leurs sociaux, journalistes, etc. Un volume à garder dans sa bibliothèque pour consultation ultérieure.

Gabrielle LACHANCE

Sociologie, option développement
Anjou, Québec

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Global Diasporas: An Introduction.

COHEN, Robin. *Seattle, University of Washington Press, 1997, 240 p.*

L'ouvrage de Robin Cohen se lit avec intérêt et facilité. Judicieusement, il porte le sous-titre « *Une introduction* ». C'est avec raison, car s'il contient beaucoup d'informations utiles, il n'offre pas, à proprement parler, une analyse des phénomènes qu'il expose. L'avant-propos du livre ne conduit pas à des développements d'ordre sociologique, moins encore à un essai théorique. C'est au sein même de chacune des catégories qu'il considère, que se trouvent glissés, les éléments d'examen. Successivement, l'auteur regroupe les Diasporas selon une forme de typologie. Ce sont les Diasporas victimes, puis celles qui sont inhérentes aux empires, sous le double aspect des personnels de la puissance dominante, et des spécialisations qu'elle impose à certains groupes humains. Ensuite, sont examinées les Diasporas commerciales, puis celles appelées culturelles, avant que ne soit évoquée la transformation des Diasporas à l'ère de la globalisation et les mutations qui les affectent.

La diversité et l'ampleur des phénomènes ne sont pas perdues de vue. Aussi, est-il surprenant que l'auteur choisisse d'amorcer son étude par un

long exposé sur les notions classiques de Diaspora qu'il emprunte, toutes, à la tradition de l'histoire juive. Un tel parti pris de centrage de l'étude sur le monde occidental surprend, d'autant plus qu'est évoqué, fort brièvement, le cliché des « cinq tribus globales » (Juifs, Britanniques, Japonais, Chinois, Indiens). L'exposé intrigue à plus d'un titre. Ainsi n'est-il fait aux Grecs que des allusions occasionnelles. Le remarquable phénomène des Diasporas chinoises ne se mérite que quelques pages, beaucoup moins que la dispersion des Antillais qui retient un plein chapitre : *Cultural Diasporas, the Caribbean case*. Le chapitre consacré aux *Victims Diasporas: Africans and Armenians*, laisse parfois le lecteur stupéfait. La « *political correctness* » se trouve franchement transgressée quand, sur la traite des esclaves, l'auteur écrit : « *Their suffering has been embellished on the consciousness of Europeans and Americans partly because of their own complicity in owning and exploiting slave labour, but also by the extraordinary success of New World Africans in conveying a sense of their plight through art...* (p. 34)! »

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage contiennent des remarques très intéressantes sur les perspectives contemporaines quand l'auteur situe les Diasporas à l'âge de la globalisation. Il souligne la facilité des transports de masse (2 millions de travailleurs rapatriés en quelques semaines à l'occasion de la guerre du Golfe, 1991) et les restrictions de l'accueil dans les pays industrialisés. Il consacre également aux métropoles, « *global cities* », des développements qui résument adéquatément les tendances les plus récentes qui s'observent, quand cadres et gestionnaires des compagnies trans-

nationales poursuivent des itinérances prolongées. Comme « *Editor* » du *Cambridge Survey of World Migration*, Robin Cohen fait montre d'abondantes connaissances. Son ouvrage, malheureusement, se situe entre une introduction et une étude systématique. Il se révèle trop ample pour correspondre à la première, trop hâtif et superficiel pour appartenir à la seconde.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire et de sciences politiques
Université de Sherbrooke, Canada*

AFRIQUE

Les USA et la France face à la Guinée Équatoriale à la fin du XIX^e et du XX^e siècle. La continuité de l'histoire.

LINIGER-GOUMAZ, Max. *Genève, Éditions
du Temps, 1997, 95 p.*

Max Liniger-Goumaz présente ici un petit livre (le texte proprement dit a 42 pages) portant sur les relations des États-Unis et de la France avec la Guinée Équatoriale, sur la place de l'Espagne dans la conquête et la gestion de ce pays. Il dresse le tableau de la situation politique aux XVIII^e et XIX^e siècles, à travers surtout, les écrits espagnols jusqu'à présent négligés et il livre une actualité équato-guinéenne de la période allant de 1979 à 1997 à l'aide de la presse internationale.

Le livre comprend deux sections. La fin du XX^e siècle (constats généraux du point de vue de l'Espagne, de la France, des États-Unis) et le XIX^e siècle (l'avant et l'après conférence de Berlin). En complément, figure une bibliographie largement composée des documents espagnols pour une éventuelle thèse de doctorat.

La thèse centrale du livre est la suivante : En 1968, après cinq siècles de présence espagnole, la Guinée Équatoriale devenait indépendante. Mais jusqu'en 1997, en dépit de nombreuses richesses tant agricoles que pétrolières, et du fait que la Guinée Équatoriale était le fleuron de la colonisation ibérique grâce, avant tout, à une politique de subvention des prix d'achat du café et surtout du cacao, dont l'Espagne est une grosse consommatrice, la population de ce seul pays hispanophone d'Afrique noire n'a jamais connu ni prospérité ni démocratie. Depuis 1969, la Guinée Équatoriale dirigée par un clan Mongono est devenue une affaire de famille : l'oncle Macias Nguema (1969-1979) et le neveu Obiang Nguema (1979-1993). En fait, vingt-quatre ans de dictature nguemiste ont fait de ce pays « un État fantôme », une « république de bandits » : suppression des partis politiques, confusion de l'exécutif avec le législatif et le judiciaire, violations délibérées de droits de l'homme (tortures, procès truqués), autoritarisme, tribalisme et népotisme, corruption endémique, léthargie, incompétence et irresponsabilité.

Cette tragédie du peuple équato-guinéen se déroule sur fond de rivalités franco-espagnoles et sur la présence de plus en plus importante des États-Unis. Dès 1980, Paris et Madrid se disputent le contrôle des ressources pétrolières de la Guinée Équatoriale. Au cours de cette période, les dénonciations sont persistantes de la part de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, de la Commission internationale des Juristes, de la Commission des Droits de l'homme du Congrès américain, de la Fédération syndicale mondiale, de